

# France: Questions politiques posées par la lutte contre le CPE

**Déclaration du Comité de rédaction du World Socialist Web Site, 18 Mars 2006**

La lutte des jeunes et des salariés en France contre le CPE (Contrat première embauche) du gouvernement gaulliste démontre l'opposition grandissante des jeunes et des salariés de toute l'Europe aux attaques contre les emplois, les salaires et les conditions de travail. L'enjeu de cette lutte va au cœur même des problèmes auxquels sont confrontés les salariés d'Europe et du monde entier. Au nom de la compétitivité des entreprises, les gouvernements montent les uns contre les autres salariés jeunes et plus âgés, immigrés et autochtones, salariés mal payés des pays de l'Est et salariés des pays de l'Ouest.

Suivant la logique perverse du premier ministre Villepin, on doit, pour créer des emplois pour les jeunes, donner aux patrons l'absolue liberté de les licencier. Ce n'est là qu'une autre façon de dire : acceptez de voir vos conditions de travail revenir au temps de Zola, ou alors faites-vous à l'idée que vous resterez au chômage toute votre vie !

Le CPE vole les salariés de 26 ans et moins de toute protection légale. Mais du point de vue du MEDEF, l'organisation des grands patrons, cela ne va pas encore assez loin. La présidente du MEDEF souhaite un contrat de type CPE pour tous les salariés. Ceci ne fait que confirmer que le CPE créera un précédent pour des attaques similaires sur l'ensemble des salariés.

La vague de grèves et d'occupations par les étudiants, activement soutenus par de larges couches de travailleurs, rapproche jeunes et salariés de toutes nationalités, religions et origines ethniques. Cela montre le potentiel qui existe pour mettre en échec l'élite dirigeante et ses efforts d'attiser les préjugés raciaux et anti-immigrés. Cela se fera en unifiant les salariés à travers toute l'Europe et le monde entier dans une lutte commune pour défendre les conditions sociales et les droits démocratiques et dire non à la guerre.

En combattant cette attaque du gouvernement du président Chirac et du premier ministre Villepin, les salariés et les jeunes de France montrent la voie à leurs frères et soeurs du monde entier. Cependant, comme l'ont prouvé les expériences amères du passé, des

grèves massives de 1968 et 1995 aux manifestations et arrêts de travail de ces deux dernières années, les protestations à elles seules ne suffiront pas à mettre en échec l'attaque du gouvernement et du patronat contre la classe ouvrière. La défense du niveau de vie et des droits démocratiques nécessite une perspective politique qui unisse les salariés internationalement dans une lutte commune contre le capitalisme qui est à l'origine de ces attaques.

Le but conscient et déclaré de l'actuelle mobilisation doit être non pas juste de faire pression sur le gouvernement ou de le faire changer de position, mais de le contraindre à démissionner. Mais alors cela pose la question suivante : Par quoi ce gouvernement gaulliste devrait-il être remplacé ?

Une fois encore, l'amère expérience des années passées, depuis Mitterrand jusqu'au gouvernement de Gauche plurielle de Jospin, démontre que remplacer les gaullistes par des gouvernements du Parti socialiste et du Parti communiste ne constitue pas une réponse. Ces partis vont trahir à l'avenir comme ils l'ont fait par le passé, parce que, en fin de compte, ils s'opposent à une lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Villepin a dit clairement que son gouvernement n'a aucune intention de céder. Il a envoyé les CRS disperser l'occupation de la Sorbonne et du Collège de France, et dans son entretien sur TF1 dimanche dernier il a insisté sur sa détermination à imposer le CPE.

Il jouit du soutien de l'*establishment* politique tout entier et des grandes entreprises internationales. Du point de vue des bourgeoisies française et européenne, le seul moyen de réussir face à leurs rivaux économiques de longue date aux Etats-Unis et au Japon et face à la menace nouvelle qui vient de la Chine et de l'Inde, c'est de détruire les conditions de vie de la classe ouvrière européenne et d'intensifier son exploitation. Dans toute l'Europe, les gouvernements imposent le même type de « réformes du marché du travail ».

Cette attaque universelle des conditions de vie des salariés et des droits démocratiques est étroitement liée au recours, par les élites dirigeantes des Etats-Unis et

d'Europe, à la guerre impérialiste et à l'agression néocoloniale. Trois ans après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, on découvre que les sociaux-démocrates et les Verts allemands ont collaboré secrètement à ce crime de guerre, alors même qu'ils dénonçaient publiquement la guerre, et Chirac ne feint même plus de s'opposer à la guerre impérialiste, quand il se joint aux provocations et menaces de Washington contre l'Irak et qu'il menace de déclencher les armes nucléaires françaises.

Il est impossible de s'opposer aux attaques auxquelles on fait face dans son propre pays sans s'opposer aux actes illégaux et criminels exécutés hors de son pays. Il est nécessaire d'exiger le retrait immédiat et inconditionnel d'Irak et d'Afghanistan de toutes les troupes américaines, britanniques et d'autres pays et de dénoncer les préparatifs d'une agression militaire contre l'Irak.

Dans la lutte contre le CPE, il ne faut accorder aucune confiance aux syndicats ou aux partis dits de gauche. Malgré l'engagement de Villepin de mettre en place le CPE, les confédérations syndicales ont toutes accepté son invitation à s'entretenir du chômage des jeunes avec le patronat et les ministres du gouvernement. Une fois de plus, comme cela a été le cas dans la lutte contre les « réformes » des retraites et de l'éducation, les syndicats offrent leurs services à l'élite dirigeante française pour isoler les jeunes et étouffer leur lutte.

Depuis près d'un quart de siècle le Parti socialiste et le Parti communiste jouent un rôle essentiel pour aider à imposer les mesures d'austérité exigées par le grand capital, d'abord sous Mitterrand puis sous Jospin. Ce sont eux qui ont initié bon nombre des programmes destinés à imposer les emplois à bon marché et qui ont ouvert la voie au CPE.

Un nouveau gouvernement de la gauche officielle jouerait un rôle tout aussi traître. Malgré leurs critiques du « néolibéralisme », ces partis ont épousé une perspective nationaliste et réformiste qui les conduit inexorablement à capituler devant les exigences de l'élite dirigeante.

Ils critiquent la politique du gouvernement du point de vue d'un retour à la politique réformiste et nationaliste des années soixante et soixante-dix. A l'époque de la mondialisation, c'est là une illusion qu'ils devront eux-mêmes laisser tomber dès l'instant qu'ils assumeront la responsabilité de gouverner.

Le point de départ d'une lutte effective contre les

attaques portées à la classe ouvrière et aux jeunes c'est de reconnaître que l'origine de ces attaques réside dans l'échec historique du système capitaliste lui-même. Le capitalisme est en crise non pas uniquement en France, ou en Europe ou aux Etats-Unis, mais à l'échelle mondiale. C'est la raison fondamentale du développement du militarisme impérialiste et du recours aux formes dictatoriales de gouvernement.

Le *World Socialist Web Site*, la publication Internet du Comité international de la Quatrième internationale, s'oppose à toutes formes de nationalisme, de communautarisme et de politique basée sur le racisme, qui ne servent qu'à aider la classe dirigeante dans sa stratégie du « diviser pour mieux régner ». Nous affirmons avec insistance que le seul programme qui exprime les besoins des salariés de tous les coins du monde est le programme de la révolution socialiste internationale.

La lutte contre l'attaque internationale des droits et du niveau de vie des salariés requiert le développement d'un mouvement de masse international de la classe ouvrière, basé sur une perspective socialiste. Un tel mouvement doit unifier les salariés de toutes nationalités, ethnies et religions et soutenir le droit des travailleurs à vivre et travailler dans le pays de leur choix, tout en jouissant de l'ensemble des droits légaux dont jouissent les autochtones. Cette lutte doit défendre constamment les droits démocratiques et sociaux et s'opposer à la guerre impérialiste. Cette lutte doit œuvrer pour que les principales entreprises financières, industrielles et commerciales deviennent propriété publique et démocratique de façon à ce que la vie économique ne soit plus subordonnée à l'accumulation de profit par les entreprises et de richesse personnelle mais plutôt qu'elle soit organisée sur une base rationnelle et internationale visant à éliminer la pauvreté et à fournir des emplois sûrs et des conditions de vie décentes pour tous.

La classe ouvrière d'Europe doit s'unir contre la politique capitaliste de l'Union européenne sur la base de son propre programme: celui des Etats socialistes unis d'Europe.

Nous invitons les jeunes et les salariés à lire et soutenir le *World Socialist Web Site*. Il fournit au quotidien une analyse et une orientation socialistes sur les événements du monde, et il est de ce fait un instrument fondamental pour la construction d'un mouvement socialiste international de la classe ouvrière.

**©World Socialist Web Site <http://www.wsws.org>**

**La publication socialiste sur internet la plus lue**

**Pour contacter le WSWs envoyez un email à : [editor@wsws.org](mailto:editor@wsws.org)**